

L'Égalité



«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

Précarité à vie ? c'est non !

A bas les plans de Valls, Macron, El Khomri...

jeunes, travailleurs, chômeurs...

Il faut une grève générale, tous ensemble !

L'annonce de la loi « Travail » ou loi El Khomri, quelle que soit la forme qu'elle prendra, a dévoilé toutes les intentions du gouvernement Valls pour les travailleurs qu'ils soient proches de la retraite, jeunes salariés, ou en formation.

Augmentation du temps de travail facilité : possibilité d'obliger à travailler, par simple « accord », 48h hebdomadaires (et jusqu'à 60h) et 12h par jour au lieu de 10h max actuellement, possibilité de ne plus respecter le minimum de 11h de repos non fractionnable par jour, possibilité de faire travailler les apprentis 10h par jour...

Possibilité pour les patrons de licencier illégalement en n'ayant plus qu'un maximum de 15 mois de salaires à payer. Très utile car les plans de licenciement pourront ainsi être budgétés.

Possibilité d'imposer des contrats à temps partiel de moins de 24 heures par semaine. Soyons heureux, les emplois de caissier/e à 10 heures par semaine et le soir uniquement pourront être combinés avec 10h de ménage tôt le matin uniquement.

Cette loi, c'est tout ce que ce gouvernement nous souhaite : précarité à vie, dictature patronale renforcée, salariés avec de l'ancienneté qu'on dégage sans respect, et jeunes à qui on peut imposer une durée de travail digne des années 30.

Pas étonnant que la droite et les grands patrons applaudissent, c'est un pas de géant dans la marche continue vers la surexploitation des travailleurs.

Mais c'est aussi la goutte d'eau qui fait déborder le vase, et qui a déclenché enfin la révolte de centaines de milliers de jeunes et de travailleurs.

Car cette société là, où les patrons dicent leur loi, écrasent les individus pour amasser toujours plus de profits, on en a marre !

Marre de faire des boulots débiles où on se fait harceler chaque jour pour remplir les poches des actionnaires. Marre de ces milliards distribués aux super riches pendant que 6 millions de personnes sont sans emplois, et que des millions n'ont pas de quoi vivre décemment.

Cette société nous étouffe. Elle ne donne aucun avenir correct à la jeunesse, elle jette les plus anciens, réprime tous ceux et toutes celles qui osent contester.

L'heure est à une lutte d'ensemble, jeunes, travailleurs, chômeurs, retraités... tous ensemble nous sommes bien plus forts que cette poignée de politiciens au service des capitalistes.

La loi El Khomri, on n'en veut pas, et un véritable mouvement de masse peut faire reculer le gouvernement. Il n'y a rien à négocier avec lui.

On ne veut pas seulement retirer la goutte d'eau, c'est tout le vase qu'il faut vider. On ne veut plus se faire exploiter, voir l'environnement se faire détruire et notre santé avec.

On ne veut plus de ces guerres pour le pétrole qui plongent des peuples dans la misère et les obligent à fuir.

On ne veut plus de ce système où des enfants fabriquent des produits qui sont vendus hors de prix en Europe pendant qu'ils touchent à peine de quoi manger.

C'est tout un système qu'il faut renverser. A bas le capitalisme !

Par millions dans la rue, nous pouvons montrer notre force et ainsi préparer une véritable grève générale qui bloque toute l'économie et qui montre que nous n'avons pas besoin des patrons et des super riches, ni de ces partis, du PS au FN en passant par la droite et les pseudo-écologistes, qui sont seulement intéressés par leurs positions électorales.

Une véritable grève générale, avec des assemblées où on décide ensemble des actions, des comités élus où on coordonne ce qu'on fait entre les entreprises, les lycées, les facs... C'est cela que nous devons construire.

Ce printemps doit être celui de la révolte, de la construction d'un véritable mouvement de masse qui remet en cause le capitalisme.

Nous pouvons organiser la société nous même, tous ensemble, sans exploitation ni loi du profit, en mettant en propriété publique et collective les principaux moyens économiques.

C'est une révolution socialiste qu'il faut préparer, pour renverser ce système pourri et injuste. En construisant un mouvement massif contre la loi El Khomri, on peut faire un grand pas dans ce sens.

C'est pour cela que luttent les militants de la Gauche révolutionnaire, rejoins-nous !



Face à la précarité, les femmes sont déterminées à lutter !

Par Rachel Mahé

Les améliorations de droits et de conditions de vie qu'ont connues les femmes en Europe ces dernières décennies ne sont pas tombées du ciel. Elles résultent d'une part de l'évolution du rôle des femmes dans la production et d'autre part, de leur implication dans la lutte des classes. Pour autant, ces acquis restent partiels, instables et particulièrement menacés en temps de crise comme aujourd'hui.

Quelqu'un a parlé d'égalité hommes-femmes ?

Parmi tous les subterfuges utilisés par Hollande pour laisser croire qu'il reste une part de progrès dans sa politique libérale, il y a les beaux discours sur l'égalité réelle entre hommes et femmes. De beaux discours qui dissimulent une sombre réalité et surtout l'absence de solutions concrètes.

L'austérité et la précarité croissantes touchent fortement les femmes et remettent directement en question tout un tas d'améliorations obtenues ces dernières décennies. C'est le cas par exemple avec les fermetures de petites maternités ou les baisses de budget alloué aux plannings familiaux qui limitent l'accès aux moyens de contraception, aux possibilités d'avorter...

Quant à l'égalité salariale, elle n'a jamais été atteinte. Dans le privé, la rémunération annuelle des femmes est encore inférieure de 24 % à celle des hommes (tous temps de travail confondus). Et alors que le gouvernement raconte que c'est une de ses premières préoccupations, on voit que même parmi les fonctionnaires, les femmes gagnent en moyenne 10,3% de moins par mois que les hommes. Alors qu'ils commencent par montrer l'exemple si cela leur tient tant à cœur !

De plus, qui dit salaire inférieur, dit aussi pension de retraite moins importante en fin de carrière. En moyenne, les femmes touchent une retraite inférieure de 31 % à celle des hommes. Comme si nos besoins étaient d'un tiers moins importants !

La réalité c'est qu'aucun pays capitaliste n'a été capable de mettre fin à l'oppression des femmes.



Caissières dans les supermarchés, aides à domicile, employées de maisons de retraite ou de centres hospitaliers, hôtesses à Air France,... les nombreuses luttes de ces derniers mois visent à impliquer beaucoup de travailleuses face à l'exploitation accrue organisée par les capitalistes. Ici, à Bordeaux, la grève à la Clinique des Grands Chênes du groupe Korian en décembre dernier

La combativité des femmes travailleuses

Les femmes font partie des couches de travailleurs les plus pauvres et, tout comme les hommes, elles se battent activement pour la défense de leurs emplois et l'amélioration de leurs conditions, avec beaucoup de fougue et de courage. Deux exemples sur les derniers mois parmi beaucoup d'autres :

Les travailleuses de la biscuiterie Jeannette de Caen qui ont refusé la liquidation judiciaire de leur usine, qui l'ont occupée durant des semaines et ont sauvé leur outil de travail pour reprendre la production de madeleines en octobre 2015.

Les femmes de chambre des hôtels Campanile dans le Rhône qui après 2 mois de lutte avec 100% de grévistes contre leur nouveau prestataire qui exigeait une disponibilité 24h/24 et 7 jours/7 ont réussi à obtenir le paiement de leurs heures de grève ainsi que des avancées telles que le paiement de l'ensemble des heures travaillées, 2 jours de repos consécutifs (au lieu d'un), la prise en charge de l'entretien des tenues de travail, etc...

Ces femmes qui dénoncent leurs conditions, se battent pour leurs emplois, sont partie intégrante de la lutte de classe. Elles y jouent un rôle crucial car la classe ouvrière doit être unie et rejeter toute tentative de division en ses rangs, d'où qu'elle vienne.

En finir avec le capitalisme pour en finir avec l'oppression des femmes

L'oppression des femmes, comme toutes les formes d'oppression, repose sur la division de la société en classes. Elle ne doit pas être réduite à un conflit entre hommes et femmes et encore moins à quelque chose qui relèverait de la «nature humaine». L'oppression prend source dans la peur, la cupidité, l'égoïsme et la convoitise qui sont des comportements créés par les conditions matérielles précaires dans lesquelles nous vivons.

Le système capitaliste repose sur cette insécurité alors que toutes les conditions humaines et matérielles existent pour répondre aux besoins de chacun. La levée de l'oppression des femmes dépend de l'abolition du système capitaliste mais

l'héritage psychologique de la barbarie de classe ne sera véritablement éliminé que lorsque nous vivrons dans des conditions sociales permettant des rapports véritablement humains entre hommes et femmes, libérés de toute dépendance humiliante. Toutes les formes d'oppression disparaîtront lorsque nous aurons établi une nouvelle société, une société socialiste fondée sur un plan de production harmonieux et démocratique impliquant toute la population pour atteindre la sécurité et le bien-être matériel de chacun (emploi, éducation, logement pour tous...).

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas se battre aujourd'hui pour des améliorations immédiates des conditions des femmes, bien au contraire. Mais il faut avoir conscience que ce sont des pas en avant et que sans les prémisses d'une société socialiste, tous les discours sur la nécessité de changer le caractère ou la psychologie des gens ne mèneront à rien. C'est unie que la classe ouvrière parviendra à renverser le capitalisme, à combattre la pauvreté et les discriminations et à assurer l'émancipation de tous et toutes.

Femmes migrantes : les terribles obstacles

Par Marie-José Douet

Venus d'Afghanistan, Syrie, Irak, Libye, Nigeria,.... la route des migrants est semée de terreurs. Des milliers d'enfants seuls ont disparu en proie à tous les dangers : violences et réseaux de prostitutions. Et les femmes migrantes rencontrent de terribles obstacles.

Souvent seuls les hommes quittaient le pays. Maintenant 48% des migrants sont des femmes. Beaucoup partent seules ou avec leurs enfants. Certaines fuient la guerre, d'autres des vies horribles comme en Érythrée ou au Soudan où viols, mariages forcés, sont leur lot. Les voyages sont périlleux pour tous et toutes. Mais les femmes, surtout si elles sont seules et avec peu d'argent sont plus en danger devant accepter parfois une relation

sexuelle avec un passeur qui leur promet l'arrivée en Europe, sans assurance de protection pour autant.

Après de longues journées de voyage et l'arrivée dans un camp, le répit n'est pas forcément là, particulièrement pour les femmes qui vivent dans l'insécurité totale. La «jungle de Calais» en est un terrifiant exemple. La violence est importante. Les 250 femmes recensées présentes vivent cachées pour se protéger. Elles sont en proie aux viols, aux violences, à la prostitution. Être enceinte leur offre parfois un répit...

L'entraide collective

Dans cette vie pleine de barbarie, il incombe toujours aux femmes de maintenir la vie de famille quand elles ont des enfants et de s'occuper de la nourriture. C'est de cela que naît l'entraide avec les associations mais aussi des femmes entre elles. Un

centre plus sécurisé a été ouvert il y a un an à Calais (centre Jules Ferry) mais très éloigné, notamment du départ des bateaux. Leur seul but est d'aller en Angleterre retrouver leur mari ou des membres de la famille. Elles n'ont rien à perdre! Ne pas perdre une chance de pouvoir s'en aller de la France qui n'offre aucune perspective et où le racisme entretenu par l'Etat est grand. Alors le soir elles retournent vers le camp et tentent le passage. Là, elles sont maintenant victimes de violences policières (ils les bombardent de gaz lacrymos et les frappent sans vergogne). Elles recommenceront un autre soir. Rien est prévu pour un accueil décent et en nombre pour les migrants et notamment les femmes arrivées seules.

Les droits des femmes ne sont pas négociables !

Les femmes migrantes sont parmi les moins

bien protégées. La loi en France contraint ainsi une femme étrangère à dépendre de son époux pour rester légalement sur le territoire. Elles ne peuvent pas le quitter même en cas de violences conjugales sinon elles perdent leurs papiers. Quant aux violences conjugales qui les ont fait parfois fuir leur pays d'origine, elles sont également très rarement reconnues, les préfetures exigent des preuves qui sont souvent impossibles à produire.

Ce sont les conditions de vie de toutes les femmes migrantes illégales et légales qui sont aberrantes.

La lutte pour l'accueil décent de toutes et tous est une priorité ainsi que le droit individuel de résider légalement sur le territoire français en tant que femme, indépendamment d'un éventuel mari.

Versez au fonds de soutien

de la Gauche révolutionnaire
et du comité pour une internationale ouvrière

Je soutiens en versant euros en chèque
(à l'ordre de VJE)

Je soutiens en versant euros par virement

compte bancaire VJE BRED

n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : email :

L'Égalité, centre 166, 82 rue J d'Arc 76000 Rouen

Contre le sexisme ET le racisme

Cette année à Cologne en Allemagne, le réveillon du nouvel an a été le théâtre de nombreuses agressions sexuelles, des centaines de plaintes ont été déposées. Très vite les médias ont fait campagne accusant les «migrants». Puis parlent désormais «d'hommes d'origine maghrébine» qui seraient venus pour agresser des femmes. Or l'enquête a montré que les origines étaient diverses et que plus de la moitié des plaintes étaient pour des vols notamment de portable, principale motivation des agresseurs.

Très rapidement la droite et l'extrême droite en particulier ont utilisé ces actes odieux pour accuser les réfugiés et les étrangers et en particulier les musulmans. Ces actes sexistes et pour certains violents ne sont acceptables sous aucun prétexte quelles que soient l'apparence, l'origine ou la religion des assaillants. Il doit aussi être affirmé sans équivoque qu'il n'y a aucun lien de cause à effet entre les origines ou religions de ces hommes et leurs actes, en d'autres mots les musulmans et les arabes ne sont pas par nature plus violents que d'autres.

Par contre, sur les viols commis lors d'événements comme la fête de la bière à Munich, les festivals du vin et autre, il n'y a pas les mêmes campagnes médiatiques...

Dans une situation très tendue politiquement autour du débat sur l'accueil des réfugiés en Europe, ces actes ont été l'occasion d'un déferlement de propos racistes à peine voilés, de la part de groupes comme Pegida qui ont tenté d'enflammer la situation. Heureusement leur manifestation principale n'aura rassemblé «que 400 personnes» alors que celle organisée «contre le racisme et le sexisme» a rassemblé 4000 personnes.

Des neonazis ont organisé des «rafles» soi-disant pour «protéger les femmes». C'est un comble pour des idéologies selon lesquelles la place de la femme est à la maison à faire des enfants et s'occuper de son homme ! Certains groupes «féministes» se sont aussi engouffrés dans cette brèche en déclarant que l'islam est une religion plus violente contre les femmes que d'autres. Ces insultes ne sont pas nouvelles, certains happenings des Femmes par exemple sont sous tendus par la même idée.

Sexisme et racisme procèdent de la même logique: ils viennent de la division en classes de la société. Il ne doit donc pas y avoir de «priorité» de l'un sur l'autre. Lutter pour un monde de tolérance, un monde juste et équitable, implique de lutter contre toutes les oppressions et divisions et contre le système qui les utilise et les multiplie.

Virginie Prégny

François dernier, le médiocre

Par Alex Rouillard

En quatre ans de présidence, François Hollande aura non seulement renié l'ensemble de ses petites phrases de la campagne électorale de 2012 et des années précédentes, mais il aura aussi multiplié les annonces sans aucun lendemain. En fait, le seul terrain sur lequel il aura mené sa politique, c'est celui d'une multiplication des cadeaux aux riches et aux patrons, dans la droite suite de son prédécesseur Sarkozy.



En 2006, il qualifiait le recours au 49-3 (le vote bloqué à l'Assemblée Nationale pour faire passer une loi en force et sans amendement) de «brutalité» et de «déni de démocratie». Le gouvernement l'a utilisé en juin 2015 pour faire passer la loi Macron.

En 2012, il avait dit : l'«adversaire, c'est le monde de la finance»

Dans la réalité, les mesures pour aider la «finance» ont été multipliées tandis qu'aucune n'a été prise pour la limiter. Au contraire même, ce sont les services publics, les collectivités territoriales (départements et municipalités) qui sont contraintes à des coupes budgétaires les forçant à supprimer des services. Et les mesures d'aide financière vont un peu n'importe où, enfin surtout là où les capitalistes en ont besoin. La Poste a reçu 318 millions d'euros en 2015 alors qu'elle supprime environ 5000 emplois par an !

Chef de clique

Sarkozy avait fait de sa présidence un show permanent qui divisait les électeurs de droite entre groupies et jaloux. Avec Hollande, plus on se renie, plus on est content de son petit coup, plus on dit le contraire de ce qu'on disait avant 2012 et le mieux on est dans le petit cercle. Pour la première fois un gouvernement qui se prétend de gauche a une majorité de politiciens qui n'ont jamais travaillé dans ses rangs. Même pas quelques profs...

Et la politique se fait au coup par coup, en essayant de corriger par des manœuvres les erreurs de la veille, comme si seul comptait de se faire une majorité au sein de la majorité qui n'est elle-même qu'une majorité électorale au sein d'une gauche de gouvernement (PS, écologistes et autres) qui serait largement minoritaire en cas d'élections.

Le récent voyage en Polynésie ? C'est sans un mot pour dire les méfaits des essais nucléaires et de l'arme nucléaire et l'horreur absolue qu'elle représente. Tout au plus reconnaît-il «l'impact» de ceux-ci, autant dire que l'eau, ça mouille, c'est pareil.

Manoeuvre de couloir

Le dernier remaniement ministériel pour faire entrer au gouvernement quelques écolos suffisamment avides de postes ministériels n'a été là que pour reverdir le blason de cette petite clique de politiciens professionnels. Là encore, c'est comme si Hollande gérait le bureau national du PS, je nomme untel pour faire les pieds à machin. Sur le fond, la politique va rester la même et c'est nous qui payons... Mais sur la forme, ce remaniement est un couac de plus d'une présidence qui s'enfoncé chaque jour.

Quand on étudie l'histoire et qu'on voit ces récits de changement systématique de gouvernement à coup de manœuvres de couloir pendant la IVème république, on se dit qu'en fait ce n'est pas si loin. Et le spectacle n'est pas meilleur à la droite ou au FN.

Hollande sera François le médiocre, dernier du nom, aussi médiocre que Louis XVI le serrurier. Il est à l'image de ce système où règnent la corruption et l'absence totale d'intérêt pour les souffrances et les aspirations d'une majorité de la population et où règnent les petites combines entre patrons, journalistes et politiciens. C'est autant du monarque que du système qu'il faut se débarrasser.

Dans les luttes comme dans les élections : il nous faut des gens qui veulent tout chambouler

Sarkozy avait à peine lancé son fameux «grand come-back» qu'il était déjà archipénible. Les politiciens de la droite et du centre ne savent plus quoi inventer pour essayer de nous faire croire qu'ils ne sont pas à 100% d'accord avec la politique du gouvernement. La seule chose que Juppé a trouvée à redire au projet de loi El Khomri était qu'il était «mal préparé»... et Fillon ne sait dénoncer que les «maladresses» qui risqueraient de «provoquer une réaction sociale violente»!

L'extrême droite continue son adaptation de plus en plus marquée au système et une large majorité des gens rejette à juste titre ce parti. Rares sont les politiciens qui n'ont pas d'affaires juridiques ou de compte planqué à l'étranger!

Hollande-Valls, et toute leur politique, on n'en a jamais voulu. C'est tout pour les patrons, les milliards de dividendes pour les actionnaires.

Les élections... comme d'habitude ?

C'est dans ce contexte qu'on entre en phase de pré-campagne électorale. Jusque là, on dirait que ça va se contenter d'une bataille de défenseurs du capitalisme. Plus ou moins racistes, plus ou moins ultralibéraux. Assez ! Elle est où notre voix à nous sur l'arène politique?

La multitude de luttes qui a lieu en ce moment, le ras-le-bol profond, viscéral, des jeunes, des gens qui travaillent ou qui sont au chômage, envers la politique pro-capitaliste de ce gouvernement, devraient pourtant bien avoir une traduction, une voix!

Un candidat qui porte la colère!

Ce serait positif que cette fois, on ait un candidat - pas quinze, mais un ! - qui soit un candidat de la révolte, du refus des injustices, du refus de la division, des jeunes, des travailleurs (avec ou sans emploi) qui en ont marre et qui veulent se battre !

Un candidat qui soit l'émanation et le porte-parole de ceux et celles qui luttent, à l'image d'un

Mickaël Wamen de la CGT Goodyear, qui avec les camarades de l'usine, se sont «foutu de la gueule d'une multinationale» sept ans durant lesquels ils ont bloqué la fermeture de leur site à Amiens. Et qui aujourd'hui, est un vrai porte-voix pour appeler à un grand mouvement tous ensemble contre la politique de ce gouvernement et pour que les directions syndicales se bougent pour le construire.

Une campagne de lutte contre le système

Un tel candidat qui porterait ce message-là devrait être soutenu par tous ceux qui refusent la politique du PS, rejettent la droite et l'extrême droite. Il devrait être porté par tous les partis du PCF au PG en passant par le NPA et Lutte Ouvrière, si leur objectif à tous est bien qu'à ces prochaines élections les travailleurs, les jeunes, les chômeurs... aient une voix politique à eux. Un tel candidat pourrait aisément faire le lien entre la

répression, la résistance face à la politique du gouvernement et les luttes!

Le programme pourrait être simple: ni Le Pen, ni droite, ni Hollande ou Valls! Augmentation des salaires, zéro licenciement, embauches massives dans les services publics, renationalisation de tout ce que le patronat nous a volé, nationalisation des banques et des grandes entreprises, pour une lutte tous ensemble!

Cela pourrait créer un élan formidable, un écho et une réponse à tout ceux qui se disent «ce système ne marche pas, il faut faire quelque chose»... Cela pourrait être le point de départ d'une nouvelle force politique à nous, dont nous manquons cruellement, un nouveau parti de lutte et de masse des travailleurs et de la jeunesse contre le capitalisme. Il faut nous rejoindre dès maintenant pour défendre cette perspective avec force!

Cécile Rimboud

Et Mélenchon dans tout ça?

Dans l'Égalité de janvier, nous posions cette question: «Mélenchon va-t-il profiter de l'année qui nous sépare de la prochaine présidentielle pour réellement engager une campagne sur des revendications simples: refus des licenciements, hausse des salaires, arrêt de la casse des services publics, nationalisation des banques...?»

Depuis Mélenchon a «proposé» sa candidature, actant l'inéptie des primaires de la «gauche» avec le PS et son gouvernement pro patronal. Son slogan «la France insoumise» n'aura d'écho que s'il traduit le niveau de radicalité et d'intensité actuelle de la lutte des classes et aide à la construction de l'affrontement qu'il faut pour obtenir le moindrecul du gouvernement et des patrons.

Il se présente comme le candidat français à la Sanders aux États-Unis. Mais Sanders se présente pour les élections en appelant à une «révolution politique» et à la création d'un mouvement politique des 99% contre les 1% qui possèdent tout et dirigent tout. Il s'appuie sur des mobilisations dans la rue et les grèves! L'appel de Mélenchon à une «marée citoyenne» contre la loi El Khomri montre qu'il sent bien la colère dans le pays. Mais il ne la traduit pas dans son programme et ses actes. Ce n'est plus 2012 où il appelait à «Prendre le pouvoir!». Une partie des travailleurs et des jeunes l'ont devancé et se mobilisent. Mélenchon va devoir hausser le ton contre le système et le capitalisme, appeler à la mobilisation et à la grève s'il veut être le représentant de la «France insoumise»...

Son appel et sa candidature manquent d'éléments cruciaux sur le plan des revendications, comme nous le disions en janvier. Mélenchon doit garder en tête que sa candidature n'aura un sens que si elle est un relais fort de la colère sociale, ou alors, favoriser un candidat issu des luttes des travailleurs.

Des primaires de la gauche pour adouber le PS ?

Par Matthias

Jusqu'à maintenant Hollande rejetait l'idée d'une primaire car il serait un candidat naturel. Sa possible candidature nous coûte déjà 1 milliard d'euros avec le plan formation de 500 000 chômeurs pour faire baisser artificiellement le chômage et respecter son engagement de le faire reculer.

Avec les tensions dans le PS sur la loi «Travail», la déchéance de nationalité, les migrants; le secrétaire du PS, Cambadélis, a été obligé de prôner l'organisation d'une primaire en décembre 2016 ou en janvier 2017 car une partie du PS ne veut pas de Hollande ni même de Valls, ayant perdu l'électorat de gauche. Des intellectuels et des élus de gauche ont également lancé un appel dans Libération.

Mais de quelle gauche parle-t-on ?

Valls a déclaré qu'il y avait deux gauches irréciliables. Évidemment Valls et Macron qui incarnent le libéralisme pourraient très bien être dans un gouvernement de droite tant ils roulent déjà pour le Medef. D'ailleurs Valls avait été présenté comme ministre d'ouverture par Sarkozy.

Mais les frondeurs sont-ils vraiment différents dans le fond ? S'ils n'étaient vraiment pas d'accord, ils auraient pu tous voter contre les lois proposées au lieu de s'abstenir et ne pas voter la confiance au gouvernement. Et la sortie médiatisée dans Le Monde de Martine Aubry pour dénoncer la politique du gouvernement et en faveur de primaires n'a qu'un but : sa candidature personnelle ou celle d'un de ses poulains.

Le PS est un parti de gestion du capitalisme et depuis le début du quinquennat davantage avec les attaques sur les droits des travailleurs.

Le piège des primaires et les illusions à gauche du PS

Les primaires existent dans certains pays car il n'y qu'un seul tour. Faire des primaires pour une élection à deux tours ne vise qu'à favoriser les critères superficiels de bonne présentation et de démagogie au détriment des débats de fond. A



retrouvez Fanch sur <http://blog.fanch-bd.com/>

se demander si à ce rythme, on verra un jour des primaires pour désigner les candidats aux primaires.

Participer à des primaires avec le PS ou encore EELV serait un suicide pour les autres partis de gauche électoralement parlant. Le candidat PS aurait de fortes chances de gagner grâce à l'appareil du parti et l'agitation de la menace FN. D'autre part, les couches populaires ne participeront pas à ces primaires car elles n'ont plus d'illusions dans la politique du PS.

Malgré tout cela, Pierre Laurent a déclaré qu'il était prêt à discuter des primaires et qu'il fallait un candidat de la gauche qui «rompe avec les errements du pouvoir actuel». A ce stade ce ne sont plus des errements mais une guerre contre le travail qui est menée ! Le PCF est au bord de la crise avec sa base qui réclame une mobilisation

contre le gouvernement. Et son congrès est en juin prochain. Même Marie George Buffet a déclaré que la direction du PCF faisait un mauvais choix et qu'il fallait soutenir la candidature de Mélenchon. En même temps, Pierre Laurent hésite et dit que le Fdg n'est pas mort (seulement quand ça l'arrange) et appelle Mélenchon à rejoindre un processus collectif.

D'autre part, faire une primaire avec le PS voudrait dire qu'on pourrait encore discuter avec ces gens. Or ce n'est pas le cas. On se dirige donc vers une primaire entre le PS et EELV et une guerre de cliques sans discuter du programme sachant que les déclarations sociales ne seront pas plus respectées que celles de 2012! Le débat essentiel est ailleurs: faire naître une voix des travailleurs et des jeunes, indépendante du PS, face à la droite et au FN.

Le tous ensemble, c'est maintenant !

Par Yann Venier

Depuis plusieurs mois le nombre de luttes et de grèves dans les entreprises et les services publics ne cessent de croître jusqu'à doubler entre septembre et janvier. Celles-ci ont pris aussi un aspect de plus en plus radical tant d'un point de vue de leur durée, de plusieurs jours à plusieurs semaines, et des modes d'action que les travailleurs utilisent afin de faire aboutir leurs revendications.

La colère...

L'exaspération générale est en train de se transformer en colère du monde du travail qui ne demande qu'à s'exprimer. Jusqu'à maintenant, l'expression de cette colère se faisait entreprise par entreprise, service public après service public, secteurs de l'économie ou de la société les uns après les autres, donnant un sentiment de révolte tendant à se généraliser mais restant sans aucune centralisation.

Cependant cette situation de révolte multilocalisée a permis à chaque lutte de se nourrir des autres dans un contexte d'attaques incessantes de la part du gouvernement et des capitalistes contre les conditions de vie et de travail et de répression tout azimut contre le mouvement syndical et social de plus en plus insupportable pour la majorité.

La nécessité d'un «tous ensemble !» contre la politique du gouvernement et du patronat a mûri dans la conscience. Il ne manquait plus que l'occasion, qui ne venait pas de la part des directions confédérales.

...devient révolte !

La situation est en train de changer sous nos yeux à grande vitesse. La loi El Khomri-Valls de casse du code du travail est en train de créer cet élément fédérateur. Et la volonté d'en découdre de manière massive et unitaire, chez les travailleurs et dans la jeunesse, est en train de déborder les directions confédérales des syndicats.

Celles-ci restent frileuses comme le prouve le



Manifestation contre la casse des retraites en 2010. Ce qu'il a manqué pour stopper Sarkozy-Fillon à l'époque, c'est que la mobilisation de masse se transforme en véritable grève générale. (Eric Cabanis/Afp)

résultat calamiteux de l'intersyndicale nationale du 24 février et l'appel à une journée d'action interprofessionnelle fin mars, un mois et demi après son annonce par la direction de la CGT.

Néanmoins certaines directions ont la pression de leur base furieuse et des structures locales, départementales ou fédérales, mais aussi de l'extérieur des syndicats : succès phénoménal de la pétition contre la loi El Khomri, les initiatives d'auto-organisation d'action le 9 mars, via en particulier les réseaux sociaux, face à l'absence de perspective immédiate de lutte. Ainsi Solidaires et la CGT appellent désormais à entrer dans l'action dès le 9 mars.

C'est effectivement dès maintenant que nous pouvons et que devons nous mobiliser, tous ensemble, pour le retrait immédiat et sans condition de la Loi Travail. Aucune négociation ne doit avoir lieu avec ce gouvernement au service des patrons, des banquiers et des actionnaires, prétendant pour améliorer un texte qui est en réalité in-amendable.

...et grève générale ?

Durant le mois de mars, un certain nombre de secteurs sont mobilisés : le 9 mars, les cheminots et la RATP, le 10 mars les retraités, les fonctionnaires viendront ensuite, puis les postiers, les gaziers et électriciens, etc.

Parallèlement aux actions contre la Loi «Travail» qui doivent se multiplier au cours du mois, ces journées d'action et de grève sectorielle doivent se renforcer concrètement les unes les autres afin de constituer une montée en puissance vers la journée interprofessionnelle du 31 mars.

Celle-ci doit être une véritable première journée de grève générale contre la loi El Khomri-Valls, contre la répression et l'ensemble de la politique d'austérité du gouvernement, qui en appelle d'autres en avril si ce dernier n'annonce pas l'abandon du projet de loi.

La Cour des comptes poignarde les postiers

Par Sylvain Bled

«La cour des comptes, la cour des comptes... hélicoptère !» (d'après Jacques Tati)

La Cour des comptes dans son dernier rapport s'inquiète de la «viabilité économique» de La Poste et par conséquent de «sa pérennité» si cette dernière n'opère pas des «adaptations profondes du fonctionnement, de l'organisation».

Rassurons la Cour des comptes. La Poste en 2015 c'est 23 milliards de chiffre d'affaire. Plus de la moitié réalisée par la branche courrier alors que le trafic baisse, nous dit-on de 5 % par an ! Surtout : 875 millions d'euros de bénéfices. L'Etat et la Caisse des dépôts et consignations vont se partager le magot. Pas d'inquiétude à avoir, tout va bien ! Pour le groupe du moins.

C'est pour les facteurs que ça va mal !

Ils sont comme cinq ans plus tôt dans le colli-matier de la Cour des comptes. Ils seraient trop nombreux et leur métier devrait se transformer. En

clair le courrier n'est pas un marché assez juteux pour ceux qui se partagent les bénéfices. La Cour des comptes préconise donc, outre une taille sévère dans l'effectif des facteurs, que La Poste crée de nouveaux services en direction du public et que les 73 000 facteurs en soient les prestataires.

Vendre ce qui se faisait gratuitement

Ces nouveaux services, bien plus rentables que la distribution du courrier, ont en fait toujours existé. Il ne s'agit ni plus ni moins que tous ces petits services que le facteur effectue au quotidien sur sa tournée, gratuitement. Aujourd'hui beaucoup de ces pratiques sont devenues interdites au facteur car transformées en un produit vendu par La Poste. Et La Poste est assez cynique pour demander aux facteurs de faire la publicité de ces nouveaux services.

Dans le même temps, La Poste réduit son personnel. En 2015, 7 655 emplois ont été supprimés et cette hémorragie dure depuis 10 ans : plus de 90 000 emplois supprimés. Il s'agit d'un véritable plan social, que La Poste ne compte pas ralentir.

La Poste réduit donc son personnel et axe sa stratégie sur les nouveaux services. Autant dire

que la qualité du service de distribution postale s'en ressent largement : recours aux CDD et intérimaires en large augmentation, non remplacement des agents absents, tournées à découvert (non faites faute de personnel) plusieurs jours d'affilée, tournées non terminées par manque de temps, etc. La gestion des tournées à découvert est encouragée et est inscrite dans les objectifs des bureaux de distribution.

Face à ce rapport de la cour des comptes et connaissant la grogne silencieuse qui règne dans les bureaux de poste, l'ensemble des directions syndicales a réagi. La CGT, première organisation syndicale du groupe, dans un contexte d'attaques sociales et politiques de la part du MEDEF et du gouvernement, apparaît comme le fer de lance de la contestation et propose une «grande journée de mobilisation et d'action dans la deuxième quinzaine de mars».

Certes, Les termes choisis par la centrale ne présagent pas d'une volonté d'en découdre fermement avec le gouvernement. Néanmoins nous devons nous saisir de cette journée pour construire, enfin, la première grande journée de grève interprofessionnelle de l'ère Hollande... et plus si affinités !

Abandon des poursuites pour les 8 de Goodyear !

Recueillir 9 mois de prison ferme pour les 8 salariés de Goodyear est une décision politique historique de Hollande et Valls. Le but est clair, faire peur à tous ceux qui voudraient se mobiliser dans un contexte où le gouvernement attaque tous nos droits. Les travailleurs réclament l'abandon des poursuites, ils n'ont fait que défendre leurs emplois.

Des centaines de "comités de soutien aux Goodyear" sont en construction pour préparer les prochaines mobilisations et stopper ce gouvernement sans attendre. La Gauche Révolutionnaire y prend part aussi.

Si vous souhaitez contribuer financièrement au combat, vous pouvez adresser vos dons par chèque à l'ordre de "Comité de soutien des 8 de Goodyear" : 74, rue Pierre Corneille 80080 Amiens.

Signez en ligne :

<https://www.change.org/p/françois-hollande-l-appel-des-goodyear>

Pompiers professionnels et volontaires unis contre l'austérité

Dans la Drôme le plan budgétaire 2016-21 prévoyait la fermeture de 25% des centres d'incendie et de secours. Une diminution d'un tiers du financement du matériel, ainsi que 18 postes de pompiers professionnels vont être supprimés. La demande du temps de présence va être de plus en plus forte pour les pompiers des casernes qui resteront en place. Les temps d'intervention seront plus longs. Les prévisions d'économies du département auront comme impact l'augmentation des risques face aux incendies, aux urgences et aux catastrophes.

La colère générale a fait descendre 1500 pompiers dans les rues de Valence le 13 février dernier. L'opposition PS du Conseil Général en a profité pour crier au scandale, alors qu'elle a écrit ce projet d'orientation budgétaire l'année dernière, lorsqu'elle était aux commandes du département. Le 16 février le conseil d'administration n'a pas ratifié le texte et aucune proposition alternative n'a été prise en compte faisant le jeu du pourrissement.

Un cap dans le rejet des politiques d'austérité est en train d'être franchi, une grande partie de la population ne peut pas imaginer d'être sans moyens de secours.

Mathieu Jardin

Sidel-Octeville : la direction a reculé

Après 5 mois de conflit, une grève avec blocage, dynamique, organisée, et pleine de fraternité en décembre 2015, la grève avait repris le 5 février face aux provocations de la direction. En assemblée générale de près de 600 participants, ils ont voté l'accord qui sera signé le 12 par l'intersyndicale. Ce fut une belle lutte.

Ils n'ont pas obtenu zéro licenciement pour lesquels ils se sont toujours battus. Sur les 185 postes que voulait supprimer la direction en septembre, 92 le seront pour la plupart par un départ en pré-retraite, avec pour certains des primes de départ de 15 000 euros. Les négociations ont été très difficiles avec la direction qui, jusqu'au dernier moment, voulait plus de suppressions et va chercher à en obtenir encore.

Cette grève a forgé une sacrée solidarité entre les salariés et nul doute que les responsables syndicaux et notamment ceux de la CGT seront vigilants sur le devenir de chaque salarié. Comme ils disent: «le travail n'est pas terminé!»

L'austérité dans l'Education Nationale = réforme du collège = suppressions de poste

Par Olaf van Aken

Les enseignants et les parents d'élèves se sont bien battus contre la réforme du collège: quatre journées de grève depuis mai 2015, une manifestation nationale et de multiples actions à l'échelle régionale et locale. Malgré tout cela, le gouvernement poursuit sa politique de destruction du service public de l'Education Nationale dans les collèges, mais aussi ailleurs (lycées professionnels, lycées généraux et écoles).

Un vaste plan de suppression de postes et de licenciements

La réforme du collège aura des conséquences lourdes pour les conditions de travail des enseignants, mais aussi pour les conditions d'études des

élèves. Avec la suppression massive des classes bilangues en allemand, jusqu'à 75 % dans certaines académies, la diminution des cours de latin, la disparition de multiples options, la flexibilité accrue générée par des cours soi-disant interdisciplinaires (nommés EPI-enseignement pratiques interdisciplinaires), des centaines de postes vont être supprimés et des centaines d'enseignants contractuels vont être licenciés, après avoir servi comme bouche-trous, mal-payés depuis des années.

Il faut que la lutte contre cette réforme et contre l'austérité continue !

Non seulement il s'agit d'une réforme sans moyens, mais en réalité cette réforme enlève des moyens. Elle permet au gouvernement PS-MEDEF de faire davantage d'économies sur le dos du personnel de l'éducation et des élèves. Les classes restent très surchargées et comme d'habi-



tude, ce sont les jeunes des quartiers populaires qui souffriront le plus de ce nouveau nivellement vers le bas.

Les enseignants et les parents d'élèves ont tout intérêt à continuer la lutte contre cette réforme, contre les suppressions de postes et pour des moyens à la hauteur des besoins. Vu le mépris du ministère, ils ont aussi tout intérêt à s'inscrire dans les mobilisations interprofessionnelles à venir pour faire reculer ce gouvernement de combat.

Profits partout, licenciements partout, luttes partout !

Par Cécile Rimboud

Les plus grandes sociétés françaises ont encore engrangé des bénéfices colossaux en 2015. (Accor : 244 millions (+9,4), Fnac 48 millions (+16%... mais 620 salariés sur le carreau depuis 2012), Renault près de 3 milliards (+48%), Michelin 1,16 milliards (+12,8%)... Et le Medef ose pleurer auprès du gouvernement pour obtenir encore et toujours plus d'argent public et pour faciliter les licenciements ! Mais le fric est là !

Le cas très emblématique de Sanofi, un exemple on ne peut plus parlant : 7 milliards de bénéfices et 3,8 milliards versés aux actionnaires en 2015. Alors qu'ils ont reçu plus de 140 millions

d'argent public en crédits d'impôts... Mais ce n'est toujours pas assez pour les profits de ces messieurs les patrons et gros actionnaires de Sanofi qui veulent supprimer encore 600 emplois en trois ans !

Ou PSA, qui annonce un bénéfice net de 1,2 milliards, auquel il faut en fait ajouter 6 milliards de provisions en liquidités diverses. Depuis 2013, 17000 emplois ont été supprimés en France et la production annuelle dans le pays est passée de 860000 à plus d'un million de véhicules. Clair exemple que les profits sont faits avec la sueur des travailleurs. Et le groupe prévoit encore 740 suppressions d'emplois à l'usine de Poissy...

Ne les laissons plus faire !

De toute façon, que les entreprises fassent du

profit ou pas, ce sont les travailleurs qui payent !

Les pertes ET les profits, ça se fait à coup de licenciements, de pression sur les travailleurs pour qu'ils travaillent toujours plus, plus vite... avec des conséquences désastreuses à la clé, notamment des tentatives de suicide de salariés poussés à bout. Mais aussi du ras-le-bol et des luttes !

Air France a annoncé 118 millions de bénéfices nets (+4,6%). Les salariés avaient tellement raison de se mobiliser contre les 2000 suppressions de poste ! En grève et tous unis ils ont imposé à la direction de retirer son plan !

Air France, Carbone Savoie, Sidel... montrent la voie !

51ème congrès de la CGT : pour une orientation de lutte !

Par Leïla Messaoudi

Durant ces 10 dernières années, la CGT a vu arriver de nouvelles équipes syndicales et un certain renouvellement a eu lieu. La crise a aussi eu un impact sur les syndicats et les syndicalistes, obligeant les travailleurs à se battre contre un patronat toujours plus agressif.

Sous le coup des plans de licenciement et des fermetures de site dans le privé, des coups dans

les services publics et de la surexploitation des salariés, des bastions industriels du syndicat ont subi des coups majeurs contre les conditions de travail. Une partie des plus actifs et combattifs a résisté aux coups essayant de défendre les emplois coûte que coûte (Goodyear, Continental...). Les grèves de 2010 contre la casse des retraites avaient aussi montré la volonté d'en découdre qui montait dans le syndicat. Mais la direction de la confédération est restée frileuse, bien trop souvent dans les salons à discuter.

Cette politique de conciliation avec les patrons et le gouvernement a été fortement remise en cause lors de la crise au sein de la direction de la CGT fin 2014. Elle a abouti au départ de Le Paon en janvier 2015. Mais la question du congrès qui reste centrale est : quel rôle peut jouer la CGT dans le renouveau actuel des luttes ?

Aux avant postes de la lutte pour nos droits

Le sentiment et la volonté que la CGT soit un rempart et un outil de luttes pour tous les travailleurs ont grandi. Aujourd'hui les équipes syndicales qui se sont forgées dans l'isolement et la crise économique et qui ont essayé de ne rien lâcher sont décidées à avancer. Les initiatives de mobilisation, locales ou départementales se multiplient et s'élargissent : grèves, actions avec la population, comités de défense contre la répression. Et ce sans qu'aucun mot d'ordre national n'ait été lancé.

Les équipes de syndicalistes combattifs peuvent parfois être minoritaires dans leurs entreprises et dans le monde du travail mais elles ont

une influence très forte lorsqu'on lutte. Elles sont aux avant-postes de la lutte contre le Medef, la casse de l'emploi et contre Hollande et Valls. Il faut renforcer le syndicat. Pour cela la CGT doit prendre la mesure de son rôle et pousser l'avantage dans la lutte des classes actuelle.

La Cgt doit faire avancer l'unité des travailleurs

Plus question d'attendre et de négocier le poids de nos chaînes. Une confrontation majeure est devant nous. Le syndicat doit permettre d'organiser la lutte et s'adresser à la masse des salariés non syndiqués pour les appeler à rejoindre la lutte. La CGT doit mettre en avant la nécessité de s'unir à la base, et toujours proposer l'unité aux autres syndicats mais sur une base combative, contre les plans patronaux et gouvernementaux.

La volonté est là dans de nombreuses luttes. Si certaines directions comme celle de la CFDT montrent chaque jour leur intégration au système, chez certains syndiqués ou simples salariés influencés par elles, la volonté de se battre est aussi présente !

Le congrès confédéral aura lieu du 18 au 22 avril prochain à Marseille. Pour près de 75 % de délégué-es, ce sera leur premier. Le renouvellement du syndicat et son implication dans les batailles quotidiennes va avoir un écho à Marseille. La CGT et en son sein, ses éléments combattifs, doit se saisir de la situation. Le syndicat doit permettre de sortir de la période d'isolement des années passées, de la résistance, à l'offensive et impliquer ainsi les salariés qui cherchent un outil pour gagner.

Attaques multiples contre les chômeurs et les précaires : nous ne laisserons pas faire !

Par Yann Venier

Au moment où la nouvelle convention UNEDIC se discute entre organisations syndicales et patronales, un ensemble d'attaques est en préparation contre les chômeurs.

Bien évidemment le patronat, soutenu explicitement par le gouvernement, tente d'imposer le retour de la dégressivité des indemnités chômage ainsi qu'une nouvelle dégradation du régime de l'intermittence. L'objectif est de faire des économies sur le dos des chômeurs et précaires afin de combler un déficit qui n'existe pas.

En effet, le régime d'indemnisation du chômage serait excédentaire de plusieurs milliards d'euros, si, d'une part, il n'avait pas à rembourser des crédits passés auprès de banques privées ou centrales ou de fonds de pensions pour plus de 350 millions d'euros et s'il ne devait pas financer Pôle emploi (service public qui devrait dépendre exclusivement de l'Etat) pour plus de 3 milliards d'euros. D'autre part il y aurait excédent si les patrons ne fraudaient pas les caisses de la protection sociale en particulier par le travail dissimulé.

Les chômeurs indemnisés ne sont pas les seuls dans le collimateur : celles et ceux qui sont aux minimas sociaux, en particulier au RSA le sont aussi, en tout cas pour l'instant dans le Haut-Rhin et dans la Drôme. Ces départements veulent soumettre les RSistes à une obligation de bénévolat dans les associations et collectivités publiques, fournissant ainsi une main d'œuvre gratuite à ces

employeurs et qui ne permettront jamais l'insertion professionnelle. Cela risque de faire des émules, d'autant plus si leur déficit s'accroît à cause de la baisse des dotations de l'Etat et de l'accroissement de leur mission.

Gaspillage et plans bidons

Justement, Pôle emploi créé par la fusion des ASSEDI et de l'ANPE est en voie de démantèlement par sa régionalisation. Dans la suite du plan bidon «500 000 formations» annoncé par Hollande, les Conseils régionaux qui sont les opérateurs centraux de formation professionnelle, veulent prendre le contrôle des Pôle emploi. Cela entraînerait aussi de facto un glissement vers une régionalisation des politiques de l'emploi.

Donc non seulement les chômeurs ne seraient pas traités de la même manière qu'ils soient dans une région pauvre ou riche, mais on peut même imaginer dans cette période de casse générale du code du travail arriver à une situation où

l'on aurait des régions qui mèneraient des politiques de dumping social aggravées (SMIC régionalisé par exemple) dont serait évidemment victimes les travailleurs.

L'État verse par dizaines de milliards des subventions et des exonérations au patronat sans aucun résultat en termes d'embauche (Pacte de responsabilité-CICE...). Ceci représente plus de 40 milliards d'euros et pour seulement 40 000 emplois créés dans ce cadre ! En réalité, ils font peser sur la classe ouvrière le coût de l'austérité, en accroissant la concurrence entre travailleurs avec un emploi et ceux précaires ou sans emploi afin de baisser le coût du travail pour le plus grand profit des grands patrons et des actionnaires !

Solidarité avec les travailleurs d'ID LOGISTICS. Exigeons leur réintégration !

En décembre 2015, la direction de l'entreprise a voulu baisser les salaires en remettant en cause des primes de productivité alors que ID LOGISTICS a 200 sites dans le monde, 13000 salariés et un chiffre d'affaires de 874 millions d'euros. Les travailleurs se sont alors mis en grève illimitée. Sur demande de l'entreprise, un juge a déclaré le mouvement de grève illicite pour «entrave à la liberté de commerce et d'industrie», ainsi qu'une évacuation immédiate du piquet de grève par les forces de l'ordre !!! En plus d'être une remise en cause du droit de grève, s'en est suivie une procédure de 35 licenciements pour faute lourde englobant ainsi tous les élus et mandatés de l'entreprise !

Plusieurs actions ont eu lieu, des recours judiciaires sont en cours et les salariés étaient présents aux côtés des Goodyear le 4 février à Paris pour dénoncer la répression syndicale. La lutte continue pour leur réintégration.

Grève illimitée à l'hôpital de Bayeux contre encore plus d'austérité !

Bayeux, l'hôpital est en grève illimitée depuis le lundi 22 février contre les suppressions de poste prévues sur les 5 sites que compte l'hôpital normand. Le rapprochement/fusion avec celui d'Aunay-sur-Odon inquiète les salarié-es. Et toute la ville se mobilise le mardi 1er mars par une marche. Et ce n'est pas un cas isolé. Chaque semaine, un hôpital, un service entre en lutte en France. La loi dite «de modernisation de la Santé» met en place une véritable restructuration du service Public Hospitalier. C'est un cran de plus vers la privatisation de la Santé Publique et dans la dégradation des soins aux patients ! C'est la fermeture des hôpitaux des proximités dits trop coûteux, autrement dit non rentables. C'est une augmentation du temps sur listes d'attente pour des rendez vous, des consultations des spécialistes et des examens.

Tout ceci est une volonté politique. Ce n'est ni la faute des malades d'être trop malades, ni du personnel qui ne travaillerait pas assez... C'est l'attitude d'un système qui veut se faire de l'argent partout, et la santé est un business qui rapporte gros... Les gros actionnaires spéculent avec l'argent public, c'est à dire avec nos cotisations, nos impôts et notre journée de solidarité destinée normalement à s'occuper de nos aînés. Les centres privés appelés EPAHD se sont multipliés, avec une précarisation des contrats, des conditions de travail déplorables qui consistent à s'occuper des personnes dépendantes en plus grand nombre dans un temps limité.

Que ce soit à Korion, Venise Verte, (Niort)Polyclinique de la Picardie (Amiens), Saint Christophe à Soissons EPAHD de Laissac... ce sont les mêmes luttes .. pour les mêmes revendications !

Et ça continue

La mise en place de Groupements Hospitaliers de Territoire ne fera qu'accroître les conséquences dramatiques de l'austérité... pour les travailleurs de la santé et pour les patients !

Le Projet loi Financement de la Sécurité sociale a fixé un nouveau taux d'ONDAM (objet national des dépenses d'Assurance Maladie) revue à la baisse 1,75% pour cette année, alors que beaucoup d'établissements sont déjà endettés.

Que ce soit la loi de Santé la réforme dans l'éducation, la loi Macron ou Travail, toutes sont faites sur mesure pour le grand capital. La Gauche révolutionnaire se bat pour de vrais services publics gratuits et de qualité. Et pour cela il faut suivre l'exemple des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital de Bayeux et d'ailleurs et riposter public/privé tous ensemble !

Diana



Onzième Congrès Mondial du Comité pour une Internationale Ouvrière Se battre pour la transformation socialiste de la société !

Par Pedro

En janvier 2016, a eu lieu en Belgique le 11ème Congrès Mondial du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO/CWI), l'organisation socialiste internationale, présente dans plus de 45 pays sur tous les continents, et à laquelle est affiliée la Gauche Révolutionnaire comme section en France. Délégués et observateurs de 34 pays sont venus de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, Russie, Afrique, de toute part de l'Asie, Amérique Latine, Amérique du Nord, Australie et du Moyen Orient pour discuter pendant une semaine des perspectives économiques et politiques pour la prochaine période et la construction du CIO comme organisation révolutionnaire mondiale.

Le congrès a discuté non seulement les éléments majeurs qui caractérisent la situation politique et les luttes des travailleurs dans chaque continent. Il a aussi abordé les développements récents dans l'économie mondiale et la situation des luttes contre différents aspects de l'oppression des femmes aussi bien que de nos approches et de notre programme.

Une crise économique qui continue

Il y a eu des changements profonds dans la situation mondiale depuis le dernier congrès en 2010. Ces changements se caractérisent par l'impact de la crise économique mondiale qui touche

désormais la Chine, la Russie ou le Brésil, l'augmentation des tensions entre les grandes puissances mondiales, les guerres, l'accélération de la crise climatique et la pire crise des réfugiés depuis la IIème Guerre Mondiale. On observe aussi l'intensification de la politisation à l'échelle mondiale.

La situation actuelle démontre que les capitalistes internationalement n'ont pas été capables de surpasser la crise, déclenchée par le crash financier de 2007/8. Ça se confirme par la très basse croissance économique mondiale, le fait que tous les analystes sérieux prédisent qu'on est très proche d'une nouvelle crise, peut-être plus grande que celle de 2008. S'ajoute à cela la volatilité de la bourse mondiale due aux craintes sur l'économie chinoise et les effets de la chute du prix du pétrole.

En même temps, nous étudions les possibilités pour la lutte des classes. La conscience des masses requise pour pouvoir renverser le capitalisme n'a pas encore été atteinte mais elle le sera dans les prochaines batailles. La prochaine période va voir la reconstruction du mouvement ouvrier et son réarmement avec un programme marxiste.

Le CIO aura un rôle clé dans ce processus

En Europe, on voit dans plusieurs pays, la faillite des partis du système. Il y a la possibilité d'effondrement de l'UE par une combinaison de la crise des réfugiés, le possible 'Brexit', la suspension du Traité Schengen, les tensions dans la zone euro et les turbulences sociales et politiques dan-



La section sud-africaine du CIO/CWI, le Workers and socialist party

chaque pays. Face à de nouvelles crises, il va falloir que les sections du CIO soient flexibles pour prendre différentes tactiques à chaque moment mais le CIO est bien armé avec des idées marxistes et bien placé dans plusieurs pays pour être une force dirigeante dans les prochains événements.

Nous nous organisons pour mettre à terre ce

système qui nous fabrique un monde de richesses immenses pour très peu et la misère et la barbarie pour des millions. C'est notre tâche historique devant l'humanité de construire une Internationale socialiste et révolutionnaire capable de diriger les travailleurs dans leur lutte victorieuse pour le socialisme.

Notre avis

D'Air France à Goodyear, refusons la répression !

Depuis quelques mois une répression féroce s'abat sur les salariés et tout particulièrement les syndiqués qui tentent de relever la tête et de lutter contre la politique du gouvernement et du patronat. Que ce soit dans les entreprises où les cas de mesures disciplinaires se multiplient, aux sanctions dans le secteur public jusqu'au licenciement : Derichebourg, Start People, Webhelp, Sodexo, etc.

Mais de la part de l'appareil d'État, la répression s'intensifie aussi dans un contexte de plus en plus sécuritaire et autoritaire avec l'Etat d'urgence, souvent suite à un dépôt de plainte des patrons consécutif à une lutte. Il en est ainsi des camarades d'Air France, de Goodyear, de Ford-Blanquefort près de Bordeaux pour des plaintes de 2012 et 2014 pour leur action lors des salons de l'auto, de Laura Pfeiffer, inspectrice du travail sur une usine Tefal en Savoie pour avoir essayé de faire correctement son travail et d'avoir voulu résister à la pression, ou à la clinique de Pont de Chaume à Montauban suite à la grève de 51 jours en novembre-décembre dernier, du secrétaire de l'Ud et de la responsable de la fédération santé-action sociale du Gers suite à la lutte de 29 jours de la polyclinique de Gascogne de cet automne, de l'ex secrétaire de l'UD du Rhône pour avoir distribué des tracts pendant une action à un péage lors de la lutte contre la réforme des retraites en 2010, etc.

La liste s'allonge sans cesse, semaine après semaine. Cette répression accrue est le signe de l'accroissement des tensions entre la classe ouvrière et les capitalistes et l'Etat à leur service, résultat de la politique qui vise à faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme qui s'approfondit. Cette répression est rendue possible par le contexte où la réponse des directions du mouvement ouvrier en terme de généralisation et de convergences des luttes n'est pas à la hauteur des enjeux. Autrement dit, les capitalistes peuvent taper fort sur la gueule des salariés et des syndicalistes, qui sont de plus en plus en lutte, afin de tenter de nous



faire taire, car jusqu'à aujourd'hui, le rapport de force est en leur faveur... mais les choses sont en train d'évoluer rapidement !

Une attaque contre un(e) est une attaque contre tous

Face à cette guerre sociale, nous avons besoin d'une solidarité ouvrière sans faille. Un front le plus large possible, rassemblant syndicats, mouvement associatif et organisations politiques, doit se constituer pour défendre concrètement (organisation des manifestations, solidarité financière, signature de pétition, etc.) les camarades de Goodyear, mais aussi tous les autres d'Air France à la camarade inspectrice du travail de Tefal. Une manifestation centrale dans le contexte de montée en puissance de la lutte contre la loi sclérotante El Khomri-Valls, est une nécessité.

Le lancement des comités Goodyear peut répondre à ce besoin et à la nécessité. Mais la répression antisyndicale étant l'autre facette inévitable de la politique antisociale du gouvernement et des capitalistes, les comités Goodyear contre la répression doivent être aussi des lieux d'échange et de discussion pour faire face à l'ensemble des attaques. Nous ne pourrions pas faire face à la répression sans construire le rapport de force nécessaire pour mettre un coup d'arrêt à la politique du gouvernement Hollande-Valls-Macron-El Khomri-Gattaz.

Nous n'accepterons jamais l'exploitation des gaz de schiste !

Par Florian

Depuis que le gouvernement a bien été obligé, malgré les envies du MEDEF d'imposer un moratoire sur les recherches de gaz de schiste, (sous la pression des luttes et de la population locale des lieux potentiels de forage), l'avenir reste incertain. Ce que les capitalistes cèdent du bras gauche, ils finissent toujours par le récupérer du bras droit.

Il faut donc rester toujours vigilants et être prêt à "bondir" en cas d'attaque. Et c'est le cas depuis l'annonce le 28 janvier dernier que Total avait obtenu du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise l'annulation de l'abrogation du permis de

recherche de gaz de schiste dit de Montélimar. TOTAL récupérerait ainsi son droit de rechercher du gaz de schiste et peut être même son permis d'exploitation serait prolongé.

Pour ne pas vivre le même cauchemar que le peuple des États-Unis, il nous faut être nombreux dans les luttes et les mobilisations contre l'exploitation du gaz de schiste. Battons nous pour la survie de notre planète et de nos nappes phréatiques et contre les multinationales et le système capitaliste! A Barjac, 15000 personnes ont manifesté le 28 février et les militants de la Gauche révolutionnaire y ont largement participé pour dire : ici comme ailleurs, à bas les pollueurs capitalistes et leurs alliés politiques !



Je souhaite m'abonner au journal L'Égalité
France 1 an = 10 € ; soutien = 20 € ; International = 30€
Chèque à l'ordre de VJE

Nom :
Adresse :
Adresse mail :

Prénom :

Coupon à retourner à :

Les amis de l'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen
ou à remettre à un militant de la Gauche révolutionnaire

grcontact@hotmail.com

06.14.07.45.19

facebook.com/gaucherevolutionnairecio

Regain des luttes en Tunisie

Par Luc de Chivré

Les manifestations s'enchaînent en Tunisie depuis janvier. Les décès dramatiques depuis octobre de chômeurs poussés à bout montrent à quel point la situation sociale est catastrophique. Depuis 2010, le taux de chômage est passé de 12 à 15,3%. 62% des tunisiens diplômés sont sans travail. Avec un taux de chômage de 30% dans la région défavorisée de Kasserine, la mort d'un jeune électrocuté après être monté sur un poteau pour protester contre son retrait d'une liste d'embauches dans la fonction publique a eu un retentissement important parce que son désespoir n'est pas isolé. Le souffrance des tunisiens est la même depuis le départ de Ben Ali. Le sentiment que rien n'a changé depuis la révolution est généralisé, et la colère est accrue dans la région de Kasserine où les familles des morts de la révolution n'ont obtenu aucun semblant de justice.

Suite au suicide de Ridha Yahyaoui, à Kasserine les manifestations des jeunes pour un emploi ont été fortement réprimées (246 personnes soignées suite à l'inhalation de gaz lacrymogène), ce qui n'a pas empêché l'extension à d'autres villes dont Tunis et Méknessi. Le couvre feu imposé par le gouvernement d'abord dans cette région, puis dans tout le pays, a été ignoré



Grève générale à Sfax en novembre dernier

Syrie : La guerre pour en finir avec la guerre ? un enfer

Par Leïla Messaoudi

Doit-on croire que les politiques militaires des États-Unis, de la France et de la Russie auront un impact positif en Syrie ? Les grandes puissances ne se préoccupent pas des peuples, mais des intérêts des multinationales.

Poutine soutient le dictateur Assad, Obama et Hollande soutiennent des groupes de l'armée syrienne de libération qui est en partie composée de forces très obscures et souvent réactionnaires et est alliée d'Al Nosra, la branche syrienne d'Al Qaïda.

La Russie bombarde les opposants de Assad qui sont à la fois alliés des États-Unis et de la France. Ces derniers contestent la politique de la Russie, mais ne peuvent rien y changer. Leur guerre et les armes livrées aux différents groupes renforcent à la fois le pouvoir d'Assad et les groupes réactionnaires sur place. Seuls les Kurdes au moins défendent l'idée d'un régime démocratique pour les peuples de la région.

La coalition internationale de Hollande et Fabius n'a évidemment pas vu le jour, mais la France ne fait pas que brasser du vent. Hollande continue d'appuyer la Turquie d'Erdogan qui préfère voir Daech progresser que de laisser les Kurdes remporter des victoires.

Les bombes n'ont pas de nationalité ni de camp

Les pays les plus puissants du monde en Syrie refusent de perdre leur influence, quitte à y reproduire le désastre créé en Irak. Mais les conséquences sont gigantesques et ne se limitent plus au Moyen-Orient. Comme en Irak avec Bush, le prétexte de l'intervention occidentale est la lutte contre le terrorisme contre l'ennemi commun : Daech. Et en réalité comme en Irak, leurs bombardements soi-disant ciblés frappent des civils.

par les manifestants qui scandent «des emplois ou une autre révolution !». Le renvoi du gouverneur de Kasserine, les promesses d'embauche, n'ont calmé personne.

Les gouvernements successifs n'ont pris aucune mesure pour résorber la misère. Au lieu de ça, ils ont consciencieusement continué à servir les intérêts capitalistes, malgré leur faiblesse évidente. La seule menace par la fédération syndicale UGTT d'une grève générale a permis d'obtenir 6% d'augmentation dans le privé, montrant ce que les capitalistes craignent le plus: voir l'économie paralysée par un mouvement de grève. De par sa force, l'UGTT porte la responsabilité de la construction d'une première journée de grève générale qui créera un rapport de forces favorable et rendrait espoir à une population qui doit aussi faire face à la violence djihadiste. Une partie croissante des jeunes et des travailleurs cherche des perspectives politiques. Ainsi le Front populaire monte dans les sondages, grâce à l'investissement des militants de base dans les luttes.

C'est le rôle de l'UGTT et du Front populaire de donner des perspectives aux luttes et mouvements mais pour en finir avec la misère il faut qu'ils s'arment d'un programme combatif qui remette en cause le capitalisme et porte une perspective socialiste.

Bernie Sanders fait trembler l'establishment américain

Par Virginie Prégny

Qui aurait pu croire il y a encore quelques mois qu'un candidat se définissant comme socialiste et prônant une «révolution politique» aux États-Unis pourrait être le plus sérieux opposant à Hillary Clinton dans les primaires du Parti Démocrate? En remportant une victoire historique dans le New Hampshire (devançant de 22 points Hillary Clinton) Bernie Sanders, sénateur de l'état du Vermont, fait renaître l'espoir dans la jeunesse et la classe ouvrière américaine. Avec son programme pour une couverture médicale pour tous, des universités publiques gratuites, la taxation du «big business» ou encore un salaire minimum de \$15 de l'heure, il permet à toute une couche de la population américaine d'exprimer sa révolte contre «la classe des milliardaires».

La campagne des 99%

En cohérence avec ses slogans contre le «big business» et Wall Street, la campagne de Sanders est financée de façon indépendante par des donateurs individuels, il a ainsi reçu \$96,311,423 avec une moyenne de \$27 par don, bien loin des \$194,969,148 officiellement récoltés par l'équipe Clinton avec une moyenne de \$144 par don. A cela s'ajoute les centaines de meetings et de marches de soutien partout dans le pays et surtout les soutiens de sections syndicales qui ont rompu avec les directives de leur direction en soutenant officiellement sa candidature. Il met en œuvre un des slogans des derniers mouvements de protestation comme «Occupy Wall Street» : «nous sommes les 99%».

Des contradictions

Il est indéniable que cette campagne est un réel tremblement de terre politique, cependant elle comporte des contradictions importantes. La principale est de vouloir lutter contre Wall Street tout en voulant se maintenir dans le système dirigé par Wall Street.

Se présenter sous l'étiquette du Parti Démocrate (alors qu'il a toujours été indépendant) l'un des partis du «big business» nous paraît être une erreur, même si cela lui permet proba-

blement d'obtenir plus de visibilité. Au fur et à mesure que sa campagne gagne du soutien toute la machine du Parti Démocrate se ligue contre lui et met à jour cette contradiction. Les militants de Socialist Alternative (organisation sœur de la Gauche révolutionnaire aux USA) participent activement à la campagne depuis ses débuts tout en discutant largement de celles-ci avec les militants.

Mais, au-delà de Sanders, ce qui est important c'est la radicalisation que sa candidature permet. Elle fait écho à un mouvement de fond, qui s'est manifesté ces dernières années par exemple par la réélection de notre camarade Kshama Sawant au conseil municipal de Seattle, les luttes comme celle des travailleurs des fast foods pour les \$15 de l'heure et le droit syndical ou le mouvement de la jeunesse noire «Black lives matter» (la vie des noirs compte).

La fin du bipartisme?

Le Parti Démocrate ne peut pas être l'outil d'un changement de système, ni même de réformes sociales-démocrates. On le voit avec Obama, qui ne se dit pas socialiste loin s'en faut, mais qui n'a pas réussi à imposer même des mesures fondamentales pour les travailleurs comme une sécurité sociale pour tous. On le voit encore avec Hillary Clinton soutenue par les super riches.

Cette campagne démontre déjà à elle seule quel potentiel existe pour organiser les millions de travailleurs contre les 1% de super riches qui dominent la société. En mettant en place une campagne de terrain et de lutte avec la plateforme «Movement 4 Bernie» (Mouvement pour Bernie) nos camarades ont réussi à convaincre des soutiens de Sanders de la nécessité pour les travailleurs et les jeunes de s'organiser de façon indépendante. Pour construire une opposition réelle aux représentants politiques du big business il est nécessaire de construire un mouvement qui s'appuie sur les travailleurs et la jeunesse dans les quartiers, les syndicats, les campus etc. Car cette campagne n'est que le début, et doit être liée à la perspective de construire un nouveau parti pour les 99%.

Massacre par l'armée au Kurdistan turc et résistance héroïque du peuple

Par Alex Rouillard

C'est par centaines qu'il faut désormais compter les morts provoqués par la politique sanguinaire du président Erdogan contre son propre peuple, en particulier les Kurdes. Dans le quartier de Sur, dans la ville de Diyarbakir (la capitale du Kurdistan turc), l'état de siège a été instauré depuis le 11 décembre 2015. Une catastrophe est en cours, des dizaines de milliers de personnes ayant du fuir plusieurs villes et quartiers bombardés ou encerclés par la police et l'armée.

A Cizre, l'horreur des méthodes de l'armée turque est à son comble. 158 civils (notamment des femmes, des enfants et des blessés) s'étaient réfugiés dans les sous-sol d'immeubles. Ils ont été bombardés jusqu'à ce qu'ils s'écroulent sous eux, les tuant tous. Et l'armée a refusé que les délégations humanitaires organisées par le TTB (organisation des médecins) et le SES (syndicats des ouvriers de la santé et des services sociaux) puissent accéder à la ville au prétexte du danger des fusillades... Alors que c'est elle qui les déclenche.

A Sur, 156 personnes ont été tuées, dont 131 civils selon les comptes même des autorités turques, et les cadavres restent plusieurs jours dans les rues, l'armée refusant même la demande d'une trêve de 24 h pour récupérer les corps.

Erdogan : dictateur

Le fils d'Erdogan, Bilal, est actuellement poursuivi en Italie pour corruption et évasion fiscale, bien qu'aucun média français ne relaie cette nouvelle. Une vaste affaire de corruption avait secoué le régime et le parti d'Erdogan, l'AKP, en 2013, notamment pour malversation et trafic d'influence. Mais le gouvernement européen ferme les yeux que ce soit sur les massacres au Kurdistan et quant aux méthodes de plus en plus dictatoriales d'Erdogan. La Turquie est un placement pour les multinationales européennes qui y

exploitent les travailleurs en bénéficiant de la répression anti syndicale, des bas salaires et des longues journées de travail.

Erdogan mène sa politique de terreur jusqu'au dehors des frontières de la Turquie en ayant fait bombarder les positions des YPG, les milices kurdes qui luttent contre Daech et Al Nosra en Syrie. Les journalistes qui avaient révélé que l'armée turque acheminait du matériel militaire aux terroristes en Syrie avaient été emprisonnés pour «trahison». Ils viennent d'être libérés mais Erdogan a tout bonnement déclaré qu'il ne reconnaissait pas la décision.

Europe complice

La Cour européenne des droits de l'Homme a refusé d'accepter d'examiner la plainte déposée par des avocats kurdes et turcs pour actes de torture et massacre de civils à Cizre.

La mobilisation doit continuer contre ce régime dictatorial et ses complices européens, à commencer par Merkel et Hollande.

La lutte courageuse des kurdes, les manifestations en Europe, les luttes sociales en Turquie (comme la grève de Renault Bursa ou la lutte contre l'exploitation désastreuse de la mine d'or d'Artvin au Nord est de la Turquie) sont autant de points d'appui contre la politique meurtrière et dictatorial de Erdogan.

Comme le disent les militants de Sosyjalist Alternatif (l'organisation sœur de la Gauche révolutionnaire en Turquie) : la classe ouvrière turque n'a aucun intérêt à priver les Kurdes de leurs droits civils et démocratiques. Au contraire, ils doivent s'unir avec les travailleurs et les pauvres kurdes contre la répression et l'exploitation. Pour cela, il est nécessaire que les travailleurs turcs soutiennent les revendications démocratiques des Kurdes et que les Kurdes fassent consciemment appel à leurs frères et sœurs de classe à l'Ouest, dans le but de construire une lutte commune et unitaire contre les politiques dévastatrices et anti-ouvrières d'Erdogan.



L'Égalité

Tous et toutes unis, Contre le racisme et le Front National

Par Alex Rouillard

Si le Front National semblait bénéficier d'un certain gain électoral durant l'année 2015, cela n'était guère étonnant. La peur semée par les attentats, la crise qui n'en finit pas avec la hausse ininterrompue du chômage, et un gouvernement dont la politique est un mélange de mensonge et de mépris pour les classes populaires, avec une dose de répression pour décourager les luttes favorisait un tel vote. A la croisée des chemins entre colère, résignation, et espoir que tout s'arrangerait avec les deux ou trois mesures démagogiques du FN : sortie de l'euro, acharnement sur les migrants...

C'est cette colère qui fait une grande partie du vote pour le FN, et s'il y avait une force dans le camp des travailleurs qui regroupe tous ceux et toutes celles qui luttent, une force qui s'oppose réellement aux politiques au service des riches, alors une partie de cette colère s'exprimerait au travers d'elle. Car le FN ne fait qu'utiliser cette colère pour la détourner et décourager de lutter, et surtout diviser, au seul bénéfice final des grands patrons. C'est en cela qu'il est dangereux et qu'il ne faut pas baisser la garde face à lui.

Transformation en cours

Le FN est un parti aussi avide de positions électorales que les autres. Tous ses dirigeants sont des politiciens accrochés à deux mandats. Marine Le Pen siège à la région Nord-Pas de Calais-Picardie et au Parlement européen (un député touche 6200 euros nets sans parler des nombreux avantages), bien que du coup elle soit régulièrement absente des deux assemblées. Et tout le monde sait que celle qui parle sans cesse du peuple est en fait une fille à papa millionnaire.

Assez de l'acharnement sur les migrants !

C'est le truc à la mode chez les fachos ou certaines parties de la police de s'acharner sur les migrants.

Harcèlement des migrants à qui des policiers ou des membres de l'extrême droite volent le peu d'argent qu'ils ont (même leur sac de couchage!), tabassage, fausses rumeurs et calomnies... C'est tellement lâche ! Peu de migrants peuvent réellement se défendre.

Calais est pour le moment l'un des principaux points de fixation des migrants qui veulent se rendre en Grande-Bretagne. Et là bas, ce que les médias appellent (dans un racisme à peine voilé) la « jungle », ressemble bien plus à une petite ville dans laquelle les migrants ont réussi à s'organiser avec le soutien de nombreuses associations qui ont créé des écoles ou des espaces cuisine.

Or si ce camp et d'autres existent, c'est avant tout parce que les États européens refusent d'ouvrir des bureaux d'accueil, ou d'organiser les services publics de base. Cela entretient directement les mafias de trafiquants (de papiers, titres de transports...) ou de passeurs !

Et le « démantèlement » (brutal) du camp de Calais ne réglera en aucun cas le problème car ou

En réalité, les élections régionales de décembre dernier sont un demi-échec pour le FN malgré les très bons scores obtenus. Le FN n'a en effet pas réussi à faire venir une partie significative des abstentionnistes vers lui (il représente en réalité seulement 13% des électeurs inscrits), et peu de grands patrons soutiennent son pseudo programme économique. Pour ces derniers, le FN est très utile quand il s'agit d'agiter la haine contre les migrants et de trouver de faux responsables. Mais le patronat entend continuer à bénéficier de l'euro, de l'Union européenne et de la zone de libre échange et de mise en concurrence des travailleurs entre eux qu'elle organise.

Les yeux doux aux patrons

Le FN a donc baissé d'un ton sur l'euro ou sur l'UE. En fait, il a même organisé un « séminaire » sur les questions stratégiques. Revenir à une approche beaucoup plus libérale et proche du programme historique du FN en faveur d'un capitalisme plus agressif. Son objectif resterait que le score soit assez important en 2017 avec la gauche au second tour pour pousser une partie de la droite à s'allier à eux, et recevoir également le soutien d'une partie du patronat. Or cette ligne n'est pas du goût de la génération Philippot qui veulent rester sur un ancrage anti-euro.

Et si ce changement a lieu, cela ajoute aux tensions déjà importantes suite au psychodrame familial de l'exclusion de Le Pen père.



Lycéens en grève et manifestation contre le FN en décembre dernier à Rouen

Mais il n'y a pas d'élection d'ici 2017, et la montée des luttes actuelles va jouer contre le Front National.

Et ce dernier n'étant pas pour les luttes ni pour les syndicats, bien au contraire, il va donc chercher à polluer l'ambiance sur le seul sujet qui unit une majorité des dirigeants du FN : désigner les migrants et une partie des personnes d'origine immigrée comme la cause des problèmes.

Face au danger qu'est toujours le FN, il faut donc continuer à dénoncer les véritables responsables du chômage et de la précarité, les riches et les grands patrons, et surtout ne jamais cesser de défendre l'unité dans la lutte de tous et toutes, sans aucun racisme ni aucune discrimination.

vont-ils aller ? Pourtant l'argent existe pour créer de vraies structures d'accueil. Mais les millions sont utilisés pour construire des barrières...

Dans une région comme le Nord-Pas-de-Calais il est plus simple pour l'extrême droite et l'État d'accuser quelques milliers de migrants fuyant la destruction complète de leurs villes et villages d'origine que de rappeler certaines réalités : les migrants n'y sont pour rien quant à la fermeture – par le patronat français – d'entreprises comme la raffinerie des Flandres, Metal Europe ou récemment Vallourec, et les milliers d'emplois que cela a fait disparaître.

Non les migrants n'ont pas choisi de venir en France, pas plus qu'ils n'y viennent pour « profiter ». Ils viennent tout d'abord parce qu'ils n'avaient plus le choix. Et ce sont les politiques de pillage des richesses de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient menées par les pays capitalistes

dominants, dont la France, qui sont responsables de cela.

Il y en a assez de ces discours racistes et haineux qui ne servent qu'à transformer des victimes en coupables et masquer les vraies responsabilités de la dégradation de nos conditions de vie et de travail : les politiques en faveur des riches que défendent le PS, une partie des Verts, la droite ou le FN.



Non à l'Etat d'Urgence permanent

L'Etat d'Urgence a été mis en place pour soi-disant faciliter la lutte « anti-terroriste ». Il est prolongé jusqu'au 26 mai et il le sera certainement aussi pendant l'Euro de Football.

Il est désormais en phase d'inscription dans la Constitution après son adoption à l'Assemblée Nationale. J. Toubon, le « défenseur des droits » (un machin qui permet de protester face au mauvais fonctionnement d'une administration) le dit lui-même : « le risque existe d'un prolongement indéfini de cet état d'exception » qui va provoquer un « abaissement des droits ». Et Toubon n'est pas franchement un gauchiste, lui qui a été ministre assez à droite de Chirac et de Balladur.

De fait, l'Etat d'Urgence a déclenché dans une partie des forces de l'ordre et des juges une attitude de plus en plus prononcée pour les interventions violentes et la répression gratuite. Perquisitions effectuées de nuit en cassant du mobilier et en terrorisant les enfants, arrestations violentes de manifestants qui ont juste haussé un peu le ton (comme cette Katia Livopol, 72 ans, arrêtée et menottée pour avoir protesté contre la coupe des arbres dans sa rue à Poitiers)... Et surtout perquisition sur simple dénonciation anonyme ou encore parce qu'on serait musulman portant une longue barbe...

Et pourtant, sur plus de 3300 perquisitions, seules 5 ont été suivies d'une procédure judiciaire pour activité en lien avec le terrorisme...

Le vrai objectif : empêcher de contester

Incapables de réellement faire face à une menace qui est avant tout le produit de la misère sociale et des discriminations en Europe, et des guerres menées au Moyen Orient, Hollande et Valls ont proclamé à grand renfort de déclaration de fermeture un Etat d'Urgence qui vise avant tout deux catégories : les militants/manifestants s'opposant à leur politique, et une partie des musulmans (ou supposés tels). La mesure visant à déchoir de la nationalité les terroristes ou potentiels terroristes (qui évidemment seront ainsi très embêtés de ne plus pouvoir voter aux prochaines élections) est là pour ajouter la dose de racisme nécessaire à toute campagne sécuritaire.

Cela a été révélé par la Justice elle-même, lors de l'assaut contre l'immeuble de Saint Denis où étaient hébergés deux terroristes du commando Abaoud, les policiers ont tiré plus de 1500 balles (contre 11 pour les terroristes). De fait, les policiers blessés l'ont été par d'autres flics. C'est l'image même du règne de la panique et du tirer dans le tas qui caractérise l'incapacité de ce gouvernement.

Il faut refuser ces mesures d'exception en passe de devenir permanentes. L'autorisation de port d'arme hors service pour les policiers renforce encore l'attitude très autoritaire de certains d'entre eux et leur sentiment de pouvoir faire ce qu'ils veulent. Cela facilite également des drames, comme ce flic d'Alès qui a exécuté son ex-compagne en pleine rue samedi 26 février.

Même le chef des renseignements, la DGSI P. Calvar le dit : « Je suis convaincu, à titre personnel, que la réponse sécuritaire n'est que partielle et ne résoudra pas le phénomène ».

De plus en plus de personnes comprennent que ces mesures ne sont là que pour limiter la liberté d'expression et de lutte, multiplient les manifestations et les meetings :

Non à l'Etat d'Urgence et à la déchéance de nationalité !